

Philippines

Sarah Bestang K. Dekdeken



Le recensement de la population effectué pour la première fois aux Philippines en 2010 comprenait une variable ethnique, mais aucun chiffre officiel pour les peuples autochtones n'a encore été publié. La population autochtone du pays continue ainsi d'être estimée entre 10% et 20% de la population nationale de 100 981 437 habitants, basée sur le recensement de la population de 2015.

Les groupes autochtones dans les montagnes du nord de Luzon (Cordillère) sont communément connus sous le nom d'*Igorot* tandis que les groupes sur l'île méridionale de Mindanao sont collectivement appelés *Lumad*. Il y a de plus petits groupes appelés *Mangyan* dans l'île de Mindoro ainsi que des groupes plus petits et dispersés dans les îles de Visayas et de Luzon, dont plusieurs groupes de chasseurs-cueilleurs en transition.

Aux Philippines, les peuples autochtones ont conservé une grande partie de leur culture traditionnelle précoloniale, de leurs institutions sociales et de leurs moyens de subsistance. Ils vivent généralement dans des zones géographiquement isolées avec un accès limité aux services sociaux de base, aux activités économiques, à l'éducation et à la participation politique. En revanche, les ressources naturelles commercialement précieuses telles que les minéraux, les forêts et les rivières se trouvent principalement dans leurs régions, les rendant vulnérables à un développement agressif et à l'accaparement des terres.

La loi de la République 8371, connue sous le nom de Loi sur les droits des peuples autochtones (*Indigenous Peoples' Rights Act*, IPRA), a été promulguée en 1997. La loi a été saluée pour son soutien à l'intégrité culturelle des peuples autochtones, à la reconnaissance de leurs terres et à leur droit pour un développement autogéré de ces territoires. Cependant, une mise en œuvre plus substantielle de la loi est toujours attendue, en dehors des critiques fondamentales de la loi elle-même.

Les Philippines ont voté en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (*United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples*, UN-DRIP), mais le gouvernement n'a pas encore ratifié la Convention 169 de l'OIT.

Événements en 2019

La situation des peuples autochtones aux Philippines empire sous le régime du président Rodrigo Duterte. Les agressions du fait du développement se sont intensifiées, avec divers projets miniers, énergétiques et autres projets dits de « développement » empiétant sur les territoires autochtones. Les violations des droits de l'Homme s'intensifient également, les activistes autochtones représentant la plupart des victimes.¹ En 2019, l'organisme de surveillance international basé au Royaume-Uni, *Global Witness*, déclarait que les Philippines étaient le pays le plus meurtrier au monde pour les défenseurs de l'environnement, avec 30 décès enregistrés en 2018.²

Des projets financés par la Chine violent les droits des peuples autochtones

Depuis que le gouvernement philippin a signé de nombreux accords de prêt avec le gouvernement chinois en 2018, divers problèmes ont touché les accords de prêt pour le projet d'irrigation par pompage de la rivière Chico (même si la construction a commencé la même année) et le projet du barrage de Kaliwa.³ Les deux projets sont situés dans les territoires autochtones des régions de la Cordillère et du Calabarzon, touchant au moins 3765 autochtones. Les accords de prêt pour ces projets n'ont pas été divulgués au public et ont suscité des critiques lorsque des fuites ont fait parvenir des copies du rapport au public en 2019. L'Alliance des peuples de la Cordillère (*Cordillera Peoples' Alliance*, CPA) a dénoncé l'accord de prêt onéreux et déséquilibré entre les gouvernements des Philippines et de la Chine pour le projet, que la CPA a qualifié de piège pouvant conduire à l'endettement du peuple philippin et au sacrifice de la souveraineté du pays.⁴

Projet de barrage Kaliwa

Pendant ce temps, l'opposition au projet de barrage de Kaliwa financé par la Chine s'est intensifiée, car le projet doit déplacer plus de 1 400 familles autochtones *Dumagat* et affecter plus de 100 000 personnes.⁵ Malgré les menaces qui pèsent sur les communautés autochtones et les dommages massifs à l'encontre de l'environnement et

de la biodiversité⁶ que le projet pourrait causer, le président Duterte a déclaré qu'il utiliserait des «pouvoirs extraordinaires» pour garantir la réussite du projet.⁷

Les peuples autochtones et d'autres groupes ont également critiqué le Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles (*Department of Environment and Natural Resources, DENR*) pour avoir délivré un certificat de conformité environnementale malgré une vive opposition au projet.⁸

Les 4 avril et le 9 mai, des pétitions ont été déposées par le Bloc Makabayan, l'alliance nationale des peuples autochtones de KATRIBU et des défenseurs de l'environnement auprès de la Cour suprême des Philippines. Les pétitions visaient à empêcher la mise en œuvre des prêts pour les projets d'irrigation par pompage de la rivière Chico et du barrage de Kaliwa, car plusieurs dispositions des accords de prêt violent la Constitution philippine de 1987.⁹ Ces violations sont, entre autres, la clause de confidentialité, le choix de la loi chinoise comme loi applicable, la sélection d'un tribunal d'arbitrage à Hong Kong et la levée de l'immunité souveraine sur les biens patrimoniaux philippins de valeur commerciale.¹⁰ Concernant le projet d'irrigation par pompage de la rivière Chico, le Malacanang Palace a déclaré qu'il se conformerait à l'ordonnance de la Cour suprême¹¹ demandant au gouvernement de répondre à la pétition contre le projet, mais a insisté pour que l'accord de prêt soit constitutionnel¹². À ce jour, les peuples autochtones de la Cordillère ne savent pas si le gouvernement a répondu.

New Clark City

Un autre projet phare chinois soutenu par l'administration de Duterte qui a totalement ignoré les droits des peuples autochtones est la New Clark City, qui est envisagée par le gouvernement comme la première ville intelligente et verte du pays. La première phase du projet, se trouvant sur une « installation sportive de pointe » qui a été utilisée pendant les Jeux d'Asie du Sud-Est de 2019, a déjà déplacé plus de 27 500 membres du peuple autochtone *Aeta*. L'expansion du projet menace de déplacer environ 500 familles *Aeta*.¹³ Le Service de développement et de reconversion des bases (*Bases Conversion and Development Authority, BCDA*)¹⁴, une société d'État placée sous la tutelle du président et chargée de renforcer les forces armées du pays tout en construisant des villes, soutient que les *Aetas* ne sont pas déplacés en ce qu'il n'existe pas de certificats de titres de propriété des domaines ancestraux dans la zone.¹⁵

Centrale hydroélectrique de South Pulangi

Le dernier accord entre l'initiative « Belt and Road » du gouvernement chinois et le programme d'infrastructure « Build, Build, Build » de l'administration Duterte concerne le projet de centrale hydroélectrique de South Pulangi de 250 mégawatts (*South Pulangi Hydro- electric Power Plant, PHPP*), qui inondera 2 833 hectares de terres autochtones dans quatre villes près de Davao City et affectera les résidents de 20 communautés. L'entente contractuelle de 800 millions de dollars entre le PDG de PHPP, Josue Lapitan, et le président de *China Energy Engineering Co Ltd*, Dong Bin, a été signée en avril 2019 sans le consentement des communautés affectées. Depuis de nombreuses années, l'opposition des peuples autochtones au PHPP se heurte à la militarisation, au harcèlement, aux tirs aveugles et aux exécutions extrajudiciaires.¹⁶

Exploitation minière et autres projets énergétiques

L'exploitation minière à grande échelle demeure une menace constante pour les peuples autochtones des Philippines. En août 2019, les peuples autochtones de la Cordillère ont formé un réseau, le « *Aywanan Mining and Environment Network* », en opposition aux demandes d'exploitation de la Cordillera Exploration Company, Inc. - CEXCI, une filiale de *Nickel Asia Corporation* en partenariat avec la société japonaise *Sumitomo Metal Mining Co. Ltd.* Les demandes d'exploitation minière de CEXCI couvrent 72.958 hectares de terres situés sur les terres ancestrales des peuples autochtones de la Cordillère et dans certaines parties d'Ilocos Sur.¹⁷ La signature de la pétition contre les demandes d'exploitation minière de CEXCI a commencé en août 2019 et se poursuit.

À Didipio, Nueva Vizcaya, une barricade populaire qui s'est mise en place en juillet 2019 a conduit à la suspension temporaire des opérations d'extraction d'or et de cuivre de la multinationale OceanaGold.¹⁸ Le permis minier de la société (l'accord d'assistance financière et technique / *Financial and Technical Assistance Agreement*) a expiré le 20 juin après 25 ans de fonctionnement. Dans l'attente du renouvellement de son permis d'exploitation, la société a fait appel pour poursuivre ses opérations, mais sa demande a été rejetée par un tribunal de première instance régional. Les communautés affectées par les opérations minières se sont opposées au renouvellement du permis minier de la société. Ils se plaignent depuis longtemps de la destruction de l'environnement et des violations des droits humains commises par OceanaGold.¹⁹

À Mindanao, les peuples autochtones *Lumad* continuent de s'opposer à l'implantation d'au moins trois concessions minières approuvées par le gouvernement et couvrant environ 17 000 hectares dans la chaîne de montagnes du Pantaron, qui chevauche les provinces de Davao del Norte, Davao del Sur, Bukidnon, Misamis Oriental, Agusan del Norte et Agusan del Sur. La chaîne de Pantaron est la principale source d'eau des bassins versants les plus importants de la région.²⁰

Dans le domaine de l'énergie, outre les projets hydroélectriques que l'administration Duterte continue de construire, le projet géothermique de Kalinga des entreprises *Aragorn Power and Energy Corporation* et *Guidance Management Corporation*, conduit en partenariat avec la société mondiale d'énergie Chevron, est sur le point de terminer son exploration. Le projet couvre une surface de 26 139 hectares dans la Province de Kalinga.²¹

Escalade des attaques contre les organisations des peuples autochtones et les défenseurs des droits de l'Homme

À la suite de la publication de l'ordonnance 70²² par le président Duterte en décembre 2018, le régime de Duterte a intensifié les attaques contre les peuples autochtones par la formation de groupes de travail pour mettre fin au « conflit armé communiste local »²³. L'Ordre exécutif 70 fait partie du plan d'opérations anti-insurrectionnelles « *whole-of-nation* » du gouvernement qui a une approche « centrée sur les peuples autochtones ».²⁴ Les attaques visent à réprimer la résistance des peuples autochtones aux projets agressifs de développement et aux politiques gouvernementales qui violent les droits

des peuples autochtones et entraînent une marginalisation accrue de ces derniers dans le pays.

Dans le cadre de la mise en œuvre du décret exécutif 70, le ministère de l'Éducation a ordonné la fermeture de 55 écoles *Lumad*, laissant 3 500 élèves et plus de 30 enseignants sans école ni emploi.²⁵ L'ordonnance de fermeture était fondée sur des allégations sans fondement du gouvernement selon lesquelles les écoles de Salugpongan enseignaient aux élèves à se rebeller.²⁶ Les peuples autochtones *Lumad* ont dénoncé cette injustice qui prive les enfants Lumad de leur droit à l'éducation.

Des stratégies de désinformation sont utilisées par d'autres agences gouvernementales, telles que le Département de la protection sociale et du développement (*Department of Social Welfare and Development*, DSWD) et le Département des affaires étrangères (*Department of Foreign Affairs*, DFA), et des agences présidentielles telles que le Bureau présidentiel des services de communication (*Presidential Communications Operations Office* PCOO), le Bureau du Conseil présidentiel pour le processus de paix (*Presidential Adviser for the Peace Process*, OPAPP) et l'Agence nationale de coordination du renseignement (*National Intelligence Coordinating Agency*, NICA). Les dissidents politiques sont politiquement diffamés et étiquetés comme communistes ou membres de la Nouvelle armée populaire (*New People's Army*, NPA).²⁷

Lors d'une série de séances d'information sur l'approche « Whole of Nation » à l'intention des agences gouvernementales à Baguio City, la NICA a présenté les organisations de peuples autochtones et les défenseurs des droits de l'Homme pour les peuples autochtones comme des groupes terroristes communistes et membres du NPA.

La rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, Vicky Tauli-Corpuz, et certains dirigeants de la CPA (*Cordillera Peoples Alliance*) ont été accusés d'être des infiltrés auprès des Nations Unies au nom du Parti communiste des Philippines et du NPA²⁸

Lors d'une réunion d'information du Congrès le 5 novembre 2019, des organisations de peuples autochtones telles que la CPA, des organisations humanitaires telles que le *Citizens' Disaster Response Center* et Oxfam Philippines, et le Conseil national des églises des Philippines ont été étiquetés par les Forces armées des Philippines et le Ministère de la Défense nationale comme étant des groupes terroristes communistes.²⁸

L'étiquetage des organisations de peuples autochtones et des défenseurs des droits de l'Homme en tant que groupes et membres terroristes communistes les rend d'autant plus vulnérables à diverses formes de violations des droits de l'Homme. En août 2019, quatre-vingt-six autochtones ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires (dont au moins neuf victimes en 2019), 66 autochtones ont été victimes de tentatives d'exécutions extrajudiciaires (au moins huit victimes en 2019), 36 sont des prisonniers politiques, et 31 004 ont été victimes d'une évacuation forcée depuis que Duterte a pris la présidence en juillet 2016.²⁹ Parmi ces victimes, nombreuses sont celles qui s'étaient opposées aux opérations agressives de développement, aux violations des droits de l'Homme et aux politiques du gouvernement qui violent les droits des peuples autochtones.

Les défenseurs des peuples autochtones n'ont pas été épargnés par la tyrannie du régime de Duterte. Brandon Lee, un volontaire sino-américain de l'ONG *Ifugao Peasant Movement* dans la région de la Cordillère, a été qualifié d'ennemi de l'État et a été visé par des tirs devant sa maison en août 2019³⁰. Il est maintenant de retour aux États-Unis pour son rétablissement.

La criminalisation des défenseurs des droits humains autochtones se poursuit. De 2016 à août 2019, des accusations falsifiées ont provoqué l'arrestation et la détention d'au moins 196 autochtones, dont 36 restent injustement emprisonnés.³¹ Datu Jomorito Guaynon, président de la *Kalumbay Regional Lumad Organization*, est toujours en prison après son arrestation pour de fausses accusations criminelles.³² Rachel Mariano, un agent de santé du système communautaire de la santé, de l'éducation, des services et de la formation dans la Région de la Cordillère, a été acquittée en septembre 2019 après un an de détention. Cependant, le juge qui l'a acquittée, Mario Bañez, a été abattu deux mois plus tard.³³ Mariano fait toujours face à d'autres accusations fabriquées et est en liberté sous caution.

Après deux ans et demi, la loi martiale de Mindanao a été levée le 31 décembre 2019. Cependant, selon les Forces armées des Philippines, elle restera en état d'urgence³⁴ en vertu de la proclamation n ° 55³⁵ délivré en 2016. Les peuples autochtones craignent donc que la situation ne change pas beaucoup puisque la proclamation permet aux forces militaires et de police d'imposer des postes de contrôle et un couvre-feu. Ils craignent que la présence importante et continue des forces armées du gouvernement à Mindanao et les opérations militaires continuent de protéger les investissements dans les territoires autochtones.³⁶

Soumettre les problèmes aux Nations Unies

Les peuples autochtones des Philippines attendent avec intérêt l'enquête de l'ONU sur la situation des droits de l'Homme dans le pays.³⁷ En préparation de l'enquête des Nations Unies et pour d'autres engagements internationaux, les défenseurs des droits de l'Homme des peuples autochtones, représentant diverses organisations des peuples autochtones, se sont réunis en novembre 2019 pour l'atelier national de consultation sur les problèmes rencontrés par les peuples autochtones.

L'atelier de consultation nationale a consolidé les données sur la situation des droits de l'Homme et des droits économiques, sociaux et culturels des peuples autochtones, qui a été présentée lors de la consultation Asie avec la rapporteuse spéciale des Nations Unies Vicky Tauli-Corpuz en novembre 2019. Il a également servi de base à la rédaction d'une note soumise par les peuples autochtones des Philippines au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme pour contribuer au rapport des Nations Unies sur les droits de l'Homme aux Philippines.

La lutte continue

Aux Philippines, les peuples autochtones renforcent encore leurs organisations et leurs luttes pour les droits humains et les droits des peuples autochtones afin de relever les défis de l'année prochaine.

Notes et références

- ¹ Indigenous Peoples Rights International. "Documented Incidents of Criminalisation Against Indigenous Peoples" 2019. Accessed 26 February 2020: <https://www.Indigenousrightsinternational.org/index.php/en/facts-and-figures>
- ² Simeon, Louise Maureen "Philippines is most dangerous country for environment defenders – watchdog." PhilStar Global, 31 July 2019: <https://www.philstar.com/headlines/2019/07/31/1939403/philippines-most-dangerous-country-environment-defenders-watchdog>.
- ³ IWGIA Indigenous World 2019, Philippines: <https://www.iwgia.org/en/philippines/3416-iw2019-philippines>
- ⁴ Cordillera Peoples Alliance, "Chico River Pump Irrigation Project loan agreement, a sell-out of ancestral land Philippine sovereignty". 7 March 2019: <https://www.cpaphils.org/crpip.html>
- ⁵ Philippine Task Force for Indigenous Peoples' Rights, "Joint Statement to the 12th Session of the Expert Mechanism on the Rights of Indigenous Peoples on Borders, Migration and Displacement". 6 November 2019: <https://philtfip.org/category/dams/>
- ⁶ "Kaliwa Dam will destroy Sierra Madre biodiversity" Philstar Global, 29 November 2018: <https://www.philstar.com/business/science-and-environment/2018/11/29/1872521/kaliwa-dam-will-destroy-sierra-madre-biodiversity>
- ⁷ Ranada, Pia "Duterte to use 'extraordinary powers' to see Kaliwa Dam project through". Rappler, 28 October 2019: <https://www.rappler.com/nation/243601-duterte-use-extraordinary-powers-for-kaliwa-dam>
- ⁸ "ECC for Kaliwa Dam project assailed". Inquirer.Net, 24 October 2019: <https://newsinfo.inquirer.net/1181082/ecc-for-kaliwa-dam-project-assailed>
- ⁹ Buan, Lian "After Chico river, Makabayan goes after Kaliwa dam at Supreme Court". Rappler, 9 May 2019: <https://www.rappler.com/nation/230105-makabayan-goes-after-kaliwa-dam-supreme-court>
- ¹⁰ Ibid
- ¹¹ "SC orders gov't to comment on petition vs. China-funded Chico River project". CNN Philippines, 10 April 2019: <https://cnnphilippines.com/news/2019/4/10/Supreme-Court-order-China-Chico-River-petition-.html>
- ¹² "Palace: Chico River irrigation project constitutional" GMA News Online, 10 April 2019: <https://www.gmanetwork.com/news/news/nation/690843/palace-chico-river-irrigation-project-constitutional/story/>
- ¹³ Macaraeg, John Aaron Mark "SEA Games 2019 displaces Aeta communities". Bulatlat, 8 December 2019: https://www.bulatlat.com/2019/12/08/sea-games-2019-displaces-aeta/?fbclid=IwAR2e-WStKZGwL_g2nfwHANMV52dB_pNXpuTmv38jmVFowV96FUkiot3hfMc
- ¹⁴ Voir le site officiel de the Bases Conversion and Development Authority. Accès le 26 février 2020: <https://bcda.gov.ph/about-us>
- ¹⁵ "Senate urged to probe displacement of Aeta communities by New Clark City". PhilStar Global, 11 December 2019: <https://www.philstar.com/headlines/2019/12/11/1976180/senate-urged-probe-displacement-aeta-communities-new-clark-city>
- ¹⁶ Aspinwall, Nick "China-backed dam threatens Indigenous people in the Philippines". Aljazeera, 19 January 2020: <https://www.aljazeera.com/news/2020/01/china-backed-dam-threatens-Indigenous-people-philippines-200115050855015.html>
- ¹⁷ Cordillera Peoples Alliance, "'Mine Safety', an oxymoron under corporate greed and government corruption; Enough of mining plunder! Enough of unsafe, irresponsible large-scale mining in our ancestral lands!". 24 November 2019: <https://cpaphils.org/mines-unsafety-2019.html>
- ¹⁸ Macaraeg, John Aaron Mark "Nueva Vizcaya folks celebrate as OceanaGold suspends operations". Bulatlat, 17 October 2019: <https://www.bulatlat.com/2019/10/17/local-folk-celebrate-as-oceanagold-suspends-operations/>
- ¹⁹ Business & Human Rights Resource Centre, report. "Philippines: New report alleges human rights & environmental violations by Australian-Canadian miner OceanaGold". Accessed 26 February 2020: <https://www.business-humanrights.org/en/philippines-new-report-cites-oceanagold-of-human-rights-environmental-violations>
- ²⁰ Cagula, Ken E. "Lumad, peasant groups unite to defend Pantaron Rang". Davao Today, 22 April 2019: <http://davaotoday.com/main/environment/lumad-peasant-groups-unite-to-defend-pantaron-range/>
- ²¹ Balocnit, Peter A. Philippine Information Agency. "Kalinga geothermal project set to complete exploration phase" 30 November 2019: <https://pia.gov.ph/news/articles/1030451>

²² Presidential Executive Order No. 70 "Institutionalizing the Whole-of-Nation Approach in Attaining Inclusive and Sustainable Peace, Creating a National Task Force to end Local Communist Armed Conflict, and Directing the Adoption of a National Peace Framework." Accès le 26 février 2020: <https://www.officialgazette.gov.ph/downloads/2018/12dec/20181204-EO-70-RRD.pdf>

²³ Post sur Facebook : Sandugo - Movement Of Moro And Indigenous Peoples For Self-Determination. "Stop The Attacks Against Indigenous Peoples And National Minorities. Report of Joanna K. Cariño To The Commission On Human Rights". 10 September 2019: https://www.facebook.com/SandugoNatMin/posts/937911556562877?__tn__=K-R

²⁴ Ibid

²⁵ Voir Rappler, "DepEd formally shuts down 55 Lumad schools in Davao" ; <https://www.rappler.com/nation/242052-deped-shuts-down-lumad-schools-davao-region>

²⁶ "DepEd shuts down 55 'lumad' schools". Rappler, 8 October 2019: <https://newsinfo.inquirer.net/1141670/deped-shuts-down-55-lumad-schools>

²⁷ Op.Cit(23)

²⁸ Cepeda, Mara "Red-tagged Oxfam, NCCP slam military for 'malicious, careless' attack". Rappler, 6 November 2019: <https://www.rappler.com/nation/244252-red-tagged-oxfam-nccp-slam-military>

²⁹ Op.Cit(23)

³⁰ Fonbuena, Carmela "Philippines: US rights volunteer branded 'enemy of state' shot outside home". The Guardian, 8 August 2019: <https://www.theguardian.com/world/2019/aug/08/philippines-us-rights-volunteer-branded-enemy-of-state-shot-outside-home>

³¹ Op.Cit(23)

³² Lagsa, Bobby "Cagayan de Oro rights groups slam arrest of two activists". Rappler, 30 January 2019: <https://www.rappler.com/nation/222292-cagayan-de-oro-rights-groups-statements-arrest-activists>

³³ Buan, Lian "Ilocos Sur judge killed in ambush in La Union". Rappler, 5 November 2019: <https://www.rappler.com/nation/244231-ilocos-sur-judge-killed-ambush-la-union>

³⁴ "Martial law lifted but Mindanao still under state of emergency" Philstar Global, 2 January 2020: <https://www.philstar.com/headlines/2020/01/02/1981465/mindanao-still-under-state-emergency-amid-martial-law-lifted>

³⁵ Ranada, Pia "Palace releases proclamation on state of nat'l emergency". Rappler, 6 September 2016: <https://www.rappler.com/nation/145346-proclamation-state-national-emergency-lawless-violence-released>

³⁶ Aspinwall, Nick "Martial law is lifted, but "state of emergency" persists in Mindanao". The Interpreter, 7 January 2020: <https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/martial-law-lifted-state-emergency-persists-mindanao>

³⁷ "UN council adopts resolution calling for probe into PH human rights situation". CNN Philippines, 11 July 2019: <https://cnnphilippines.com/news/2019/7/11/UN-council-probe-human-rights-resolution-PH.html>

Sarah Bestang K. Dekdeken est une Kankanaey Igorot de la région de la Cordillère nord des Philippines. Elle est l'actuelle secrétaire générale de l'alliance des Peuples de la Cordillère, une fédération d'organisations populaires progressistes, la plupart étant des organisations locales de communautés autochtones de la région de la Cordillère.

Source : IWGIA The Indigenous World 2020. Traduction de l'anglais par **Aurélié Druguet**, membre du réseau des experts du GITPA pour l'Asie .